

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Dossier-Europa-Espionnage-en-Belgique-au-profit-du-gouvernement-colombie>
[n](#)

« Dossier Europa »Espionnage en Belgique au profit du gouvernement colombien.

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Colombie -

Date de mise en ligne : jeudi 3 juin 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

« Les interceptions ne sont pas de la responsabilité des détectives du DAS. Elles ont été ordonnées depuis le siège présidentiel » (Ernesto Samper Pizano, ex-président de Colombie, interview parue dans le journal Público, Madrid, 17 mai 2010)

Dans son édition du 19 mai passé, l'un des plus importants journaux de Belgique, Le Soir, a annoncé que le principal objectif de l'espionnage et des infiltrations du DAS, service de renseignement politique colombien, était de faire en sorte qu'il n'y ait pas d'opposition à la signature de l'Accord de libre échange entre l'Union européenne et la Colombie. Accord qui a été signé à Madrid, le jour même du Sommet Europe - Amérique Latine - Caraïbes. « En d'autres termes, l'Union prend le risque de signer un accord dont la prémisse a peut-être été manipulée par Bogotá », a déclaré le journal.

Ces enquêtes illégales du DAS n'ont pas été menées qu'en Belgique. Selon les informations connues jusqu'à présent, elles ont aussi eu lieu en France, en Suisse et en Espagne, et ont touché des personnalités politiques, des parlementaires européens, des défenseurs des droits humains, des ONG et des résidents colombiens. Il existait un autre but : enquêter pour manipuler, déformer et essayer de mettre un frein aux dénonciations de ces personnes quant aux constantes et graves violations des droits humains en Colombie. Et de la même manière, fouiller dans leurs activités politiques, leur vie personnelle et leurs relations présumées avec les guérillas colombiennes, afin d'utiliser des aspects qui pourraient nuire à leur image et ôter ainsi toute crédibilité à leur travail de dénonciation.

D'autre part, Le Soir et d'autres médias belges ont annoncé que le magazine MO*, dans son édition de juin, donnerait des détails sur les activités d'espionnage réalisées par les agents colombiens en Belgique à l'encontre du Parlement européen et des Organisations non gouvernementales Broederlijk Delen, Oxfam Solidarité, ainsi que du Bureau International des Droits Humains Action Colombie, Oidhaco. Selon ce que publiera MO*, ces noms figurent dans les documents que le Ministère public colombien a trouvé dans les bureaux du DAS pendant les enquêtes. [\[1\]](#) La revue déclare que le gouvernement colombien a enquêté pour savoir « si les collaborateurs de Broederlijk Delen avaient d'autres relations que professionnelles avec les collaborateurs des organisations partenaires colombiennes. » MO* dit que le directeur du DAS s'est déplacé jusqu'en Belgique pour tenter de limiter l'impact du scandale, et a eu une réunion avec la directrice de Broederlijk Delen, entre autres.

Dans le même temps, les trois grandes fédérations syndicales de Belgique ont rendu public un communiqué, auquel se sont associées de nombreuses Associations non gouvernementales, dans lequel elles se disent « stupéfaites » par les activités d'espionnage du DAS, « car ceci constitue une ingérence extrêmement grave dans la souveraineté de notre pays », dit le texte. La forte réaction de ces organisations, passée sous silence en Colombie et dans presque toute l'Europe, ainsi que le malaise provoqué dans l'opinion publique, a mis en danger la ratification d'accords commerciaux entre l'Union Européenne et la Colombie, pour laquelle la signature de la Belgique est décisive.

Les signataires ont demandé que soit menée de toute urgence une enquête complète sur les activités du DAS en Belgique, et que les responsables rendent des comptes devant la justice. « Nous demandons dans l'immédiat que le ministère des Affaires étrangères fasse les démarches nécessaires vis-à-vis de l'Ambassadeur de Colombie en Belgique, et que le ministère de la Justice et celui de l'Intérieur ainsi que nos services de renseignement fassent eux aussi les démarches nécessaires que la gravité de la situation impose, » ponctue le communiqué.

Post-scriptum :

Note :

[1] Quand l'Etat colombien espionne ses opposants. <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2010-04-27-Colombie>